

16.02.2005 - 14:12 Uhr

Comptes d'État 2004 : les résultats sont bons Le Conseil fédéral doit retirer sans délai son programme d'économies de crise

Berne (ots) -

Les comptes d'État 2004 de la Confédération bouclent sur un résultat supérieur de près de 1,8 milliard - presque 2 milliards ! - de francs à ce qui avait budgétisé. Ce qui inflige un clair démenti aux sempiternelles lamentations que l'on ne cesse d'entendre au Palais fédéral et ôte définitivement toute légitimité au programme d'économies 2004. La Communauté de négociation du personnel de la Confédération (CNPC), qui réunit les syndicats APC, garrNto et ssp, exige instamment du Conseil fédéral qu'il retire son « Programme d'allègement budgétaire 2004 » qui, absurdement, ne sert qu'à freiner la conjoncture.

Selon une étude demandée par le Conseil fédéral à l'Institut économique bâlois BAK, les programmes d'austérité vont augmenter le nombre des chômeuses et chômeurs et baisser les salaires. Comme l'effectif du personnel va reculer de près de 28'000 personnes jusqu'en 2010 à cause du programme d'économies, le chômage augmentera quasiment autant. Cela, non seulement à cause des milliers de fonctionnaires fédéraux en tout dont le Conseil veut supprimer le poste, mais aussi parce que les programmes d'économies freinent la consommation et les investissements, causant du chômage dans presque toutes les branches. Alors que les bénéfices des entreprises restent pratiquement inchangés, les revenus des salarié(e)s seront, jusqu'en 2010, de plus de 6 milliards de francs inférieurs à ce qu'ils auraient été sans programme d'allègement budgétaire. Traduit en pour-cent, cela représente deux pour cent de baisse de salaire pour l'ensemble des salarié(e)s du pays ; cela, alors que les bénéfices ne seront que de 0,3 pour cent inférieurs à ce qu'ils auraient été sans programme d'allègement budgétaire.

Si l'on y ajoute les programmes d'économies appliqués dans les cantons et les communes il s'agit souvent là de conséquences de la politique d'austérité de la Confédération on peut dire que la politique d'économies mise en place pour des raisons purement idéologiques détruira en tout jusqu'à 60'000 emplois environ en Suisse. Le Conseil fédéral et les partis de droite sont de ce fait responsables de 1,5% du chômage. Qui plus est, ils remettent en cause la qualité des services publics et diminuent le pouvoir d'achat de la population, ce qui, à son tour, aura une incidence négative sur la situation économique.

Les personnes suivantes se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire :

Hans Müller, APC, président de la CNPC, tél. 079 406 93 38
Rolf Zimmermann, secrétariat de la CNPC, tél. 079 756 89 50
Giordano Schera, garrNto, tél. 079 322 16 04

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100486213> abgerufen werden.